

SOURSE, quelle vision pour l'eau en PACA ?

Contribution de URVN-FNE PACA



Monsieur le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Le travail entamé par les services du Conseil Régional sur un schéma d'orientations pour une utilisation raisonnée et solidaire de l'eau (SOURSE) depuis 3 ans maintenant ont abouti récemment. Principes et propositions d'orientations pour la gestion de cette ressource vitale ont été récemment présentés aux partenaires. L'URVN-FNE PACA souhaite ici rappeler les points soulevés en séance.

Préalablement, nous souhaitons exprimer l'intérêt que revêt cette recherche de solutions de gestion de la ressource en eau, associant les acteurs de l'eau dans leur diversité. Le SOURSE nous semble être un outil complémentaire du SDAGE Rhône Méditerranée, permettant de prendre en compte peut-être plus finement les problématiques de gestion des usages et les spécificités (naturelles et historiques) de la région PACA en matière d'eau.

Cependant, les travaux en leur état actuel présentent des marges d'amélioration et nous souhaitons ici proposer quelques pistes.

QUELLES PRIORITÉS DU SOURSE ?

En l'état actuel, le SOURSE comprend nombre d'orientations stratégiques au libellé alléchant. Il nous semble toutefois nécessaire d'affiner les priorités.

Les évolutions climatiques affectent déjà de façon significative la région PACA et ces impacts seront selon toute probabilité amenés à se renforcer. Le SOURSE doit donc être particulièrement volontariste en matière d'utilisation des ressources en eau : sobriété et économies d'eau doivent être recherchées dans toutes les activités et dans tous les territoires.

Alors que les changements climatiques entraînent des variations encore mal estimées des précipitations et donc des régimes hydrologiques, est ce normal de continuer à prélever lourdement dans les milieux aquatiques, les empêchant de s'adapter au mieux à ces changements ? est ce normal de continuer à cultiver des variétés gourmandes en eau, par une irrigation qui sera de plus en plus utilisatrice d'eau, dans un climat de plus en plus aride, pour des productions qui seront produites à moindre coût dans d'autres régions françaises ? est ce logique d'irriguer des productions agricoles, de type méditerranéen, qui jusqu'à présent ne nécessitaient pas d'irrigation ?

Techniques alternatives, choix cultureaux, process industriels, aménagement du territoire et modes de vie doivent dès maintenant être réfléchis dans une logique intégrant la diminution des ressources en eau et le maintien d'une agriculture de proximité. Les acteurs concernés ont besoin d'un accompagnement, à la fois pour définir les choix et pour les appliquer concrètement ensuite. Ce travail sera sans doute difficile car **il impliquera des changements de comportements et peut être de nouveaux équipements : il doit à ces titres pouvoir être soutenu, techniquement, socialement et financièrement par la Région.** Un rôle essentiel en matière de politique environnementale et sociale de l'eau se dessine ici.

SOURSE, UN PROJET DE RÉGION QUI ALIMENTE D'AUTRES RÉFLEXIONS

Les réflexions et pistes de travail proposées dans le SOURSE, la Charte Régionale de l'Eau et la boîte à outils doivent nécessairement alimenter le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), en cours de révision.

Disponibilité de l'eau (eau potable notamment), préservation des milieux aquatiques, problématiques d'inondation sont autant de sujets qui doivent guider les réflexions sur l'aménagement du territoire régional. Le SOURSE doit ainsi fournir éléments d'information mais aussi recommandations expresses afin que le SRADDT prenne en compte les capacités d'accueil des territoires, notamment en terme de capacité à fournir de l'eau potable à tous les habitants, tout en garantissant la préservation des milieux naturels aquatiques dans une logique de trame verte et bleue.

Le SOURCE devrait également être source d'inspiration pour les réflexions sur le 10e programme de l'Agence de l'Eau, en cours de négociations, et sur le prochain SDAGE, dont les travaux débiteront à l'automne.



GOUVERNANCE

Nous souhaitons enfin que les orientations relatives à la gouvernance et à la gestion concertée et intégrée des bassins soit renforcée. L'URVN-FNE PACA demande notamment :

- La mise en œuvre de SAGE "ressources" à l'échelle des bassins versants
- La mise en œuvre rapide et efficace des SAGE prioritaires identifiés dans le SDAGE
- La mise en œuvre de SAGE sur les milieux très impactés : Durance, bas Argens, ou encore cours d'eau faisant l'objet d'études volumes prélevables.

L'ensemble de ces travaux doit s'inscrire dans une logique de bassin versant géographique et hydrologiques, la seule qui puisse tenir compte des réalités de l'eau. Cela nécessitera de renforcer les coopérations avec les circonscriptions administratives voisines.

SOURCE, UNE DÉMARCHÉ QUI DOIT ÊTRE COHÉRENTE

5 principes ou valeurs sont proposés dans le SOURCE : spécificité, solidarité, sobriété, maîtrise publique de l'eau, gouvernance partagée. Ces valeurs sont tout autant porteuses de sens pour notre réseau associatif : comment ne pourrions nous pas y adhérer ?

"S'il sonne bien, le terme de solidarité ne prend son sens que lorsqu'on décline en orientations opérationnelles".

C'est vrai des autres termes également... et là résident la difficulté... et notre désaccord.

Les déclinaisons opérationnelles ne manquent pas, mais à notre avis ne répondent pas aux valeurs justement énoncées précédemment. Nombre d'entre elles visent à mobiliser davantage de ressources, qu'elles viennent du Rhône, de la Durance ou de nappes souterraines.

Quelle solidarité y a-t-il quand des communes hautes-alpines voient l'eau de Serre-Ponçon s'écouler vers les métropoles littorales alors qu'elles mêmes subissent des arrêts "sécheresse" ? Quelle solidarité y a-t-il, notamment avec les générations futures (et très proches), avec les milieux, à utiliser davantage d'eau alors qu'elle va en se raréfiant ? À utiliser l'argent public au profit de quelques activités rétives au changement de pratiques nécessitées par les changements climatiques ?

Quelle est la sobriété qui cherche à trouver plus, à utiliser plus de ressources ?

Quelle maîtrise y a-t-il dans la poursuite de modes de vie, de modes agricoles, de technologies industrielles gourmands en eau ? Quand les bonnes terres agricoles déjà irriguées disparaissent au profit de l'urbanisation et des jardins particuliers, quand il faut investir massivement dans des équipements d'irrigation appelés à devenir inutiles dans quelques années, faute d'eau ?

Quelle gouvernance partagée peut il y avoir quand les services publics de l'eau sont dominés par un tout petit nombre de très grandes entreprises, quand la technologie se complexifie au point que les consommateurs, les services techniques ou même les élus des collectivités ne peuvent plus comprendre ?

Nous demandons donc que le SOURCE propose

- en priorité des orientations stratégiques visant à modifier significativement nos modes de vie, de culture, d'industrie de façon à réduire nos consommations
- Dans un second temps, une priorisation des usages qui pourront être faits des volumes économisés, sans oublier les milieux naturels ni la mer
- Que la création de nouvelles retenues de substitution ou les transferts d'eau ne se fassent qu'en dernier recours et en limitant au maximum les impacts sur l'environnement, qu'ils soient directs (prélèvement d'eau dans un milieu) ou indirects (nouvelle urbanisation suite à un apport supplémentaire d'eau)
- Que les aides accordées par la Région soient fermement conditionnées au respect des milieux aquatiques et de leur fonctionnement (engagement formalisé du pétitionnaire et reprises des aides octroyées par la Région en cas de non respect des engagements.

Copie à

- M. Le Président du Comité de Bassin Rhône—Méditerranée,
- M. le Préfet de la Région PACA, M, le Préfet Maritime de Méditerranée, MM. et Mmes les Préfets de département en région PACA
- Mmes et MM. Les vice-présidents de la Région PACA
- M. Le Directeur de l'Agence de l'Eau RM&C,
- M. le Délégué Régional de l'Agence de l'Eau,
- M. le Directeur, DREAL PACA
- M; le Directeur, DRAAF PACA
- M. le Directeur, DIRM Méditerranée
- Mmes et MM. les Directeurs, DDT et DDTM de la région PACA